

Unité inter-Départementale 19, 23, 87
Site de Guéret
17 Place Bonnyaud
23 000 Guéret

Guéret, le 16/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté de communes du Pays Sostranien

10 AVENUE JOLIOT CURIE
23 300 La Souterraine

Références : UiD232025-076
Code AIOT : 0003100905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans le centre aquatique exploité par la communauté de communes du Pays Sostranien et implanté Boulevard du 8 mai 1945 - 23 300 La Souterraine. L'inspection a été annoncée le 18/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de communes du Pays Sostranien
- Boulevard du 8 mai 1945 - 23 300 La Souterraine (centre aquatique)
- Code AIOT : 0003100905
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre aquatique dispose d'une preuve de dépôt d'une déclaration initiale pour le stockage de

chlore datant du 31 mars 2016. Par la suite, l'exploitant a procédé à diverses démarches administratives.

L'inspection a été menée dans le cadre d'une action régionale visant des installations soumises déclaration au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées.

Outre le Code de l'environnement et les différentes preuves de dépôt, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4710 a servi de référentiel pour l'inspection.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Preuve de dépôt du 02/03/2022, article /	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 1.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 3.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 3.7.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.3.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois (retransmission de l'alarme) 3 mois (consigne)

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 2.7	Sans objet
6	Protection individuelle	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.2. 1 ^{er} alinéa	Sans objet
8	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.9. - 1 ^{er} et 3 ^{ème} alinéas	Sans objet
9	Traitement des fuites	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe 1 - point 4.10 2 ^{ème}	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		alinéa	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont bien tenues et les mesures de sécurité pour les opérateurs sont rigoureuses. Par ailleurs, face aux observations relevées lors des contrôles sur les installations (pour ceux abordés lors de l'inspection), l'exploitant est réactif.

Des ajustements, des mises en forme de consignes et quelques corrections sont attendues, en particulier la retransmission de l'alarme de détection de chlore.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Preuve de dépôt du 02/03/2022, article /
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : Installations classées objet de la présente modification : Rubrique 4710 - 2 : chlore (numéro CAS 7782-50-5), pour une capacité de 294 kg, régime déclaration avec contrôle périodique
Constats : La communauté de communes du Pays Sostranien dispose des documents administratifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> • preuve de dépôt d'une déclaration initiale datée du 31 mars 2016, relative au stockage de chlore (rubrique 4710-2, 6 bouteilles de 40 kg), • preuve de dépôt d'une déclaration du bénéfice des droits acquis datée du 29 octobre 2019, relative aux installations de combustion (rubrique 2910, puissance totale de 1,060 MW), • preuve de dépôt d'une déclaration de modification datée du 1^{er} février 2021, relative au stockage de chlore (rubrique 4710-2, 6 bouteilles de 49 kg), • preuve de dépôt d'une déclaration de modification datée du 2 mars 2022, reprenant les informations de modifications de 2021 (6 bouteilles de 49 kg de chlore gazeux) et informant du bridage des chaudières pour une puissance totale de 920 kW (non classé). <p>Concernant les chaudières, l'exploitant a indiqué lors de l'inspection que le bridage avait été effectué par l'entreprise extérieure en charge du suivi des installations, puis vérifié par l'organisme réalisant différents contrôles sur le site (installations électriques, contrôles périodiques notamment).</p> <p>Concernant le stockage de chlore, le site ne dispose plus que de 4 bouteilles de 49 kg (2 en stockage, 2 en fonctionnement) depuis la fin de cette période estivale. Cette situation ayant vocation à être pérenne, l'exploitant est invité, en application des dispositions de l'article R.512-54 II. du Code de l'environnement, à procéder, dans un délai de 3 mois et de manière dématérialisée, à une déclaration de modification de l'installation.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 1.1.2.
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. [...] L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse [...]. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. [...]
Constats : Le dernier contrôle périodique a été réalisé par Socotec le 5 septembre 2025. Le rapport correspondant a été présenté en séance puis transmis à l'Inspection par courriel du 12 septembre 2025. Ce document conclut à l'absence de non conformités majeures et à 4 autres non conformités. Ces dernières ont trait au dossier de déclaration (pièces à rassembler et compléter), à l'absence sur les plans de la mention de la zone de danger liée au chlore, à l'affichage des numéros d'alerte à compléter par l'affichage des consignes de sécurité. L'exploitant a indiqué que certaines avaient été levées (plan d'intervention complété par la matérialisation de la zone). L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou envisagées accompagnées d'un échéancier, permettant de lever ces non conformités. Ces mesures tiendront compte au besoin des remarques formulées par l'Inspection dans le présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont [...] vérifiées [...]
Constats : Les installations électriques sont vérifiées tous les ans. Le dernier contrôle a été réalisé les 11 avril 2025 et 14 avril 2025, certaines zones n'étant pas accessibles lors du premier passage. Le rapport de contrôle correspondant à ces vérifications a été présenté en séance puis transmis à

<p>l'Inspection par courriel du 11 septembre 2025.</p> <p>Ce document conclut à 5 observations ayant toutes trait à la défectuosité de dispositifs à courant différentiel.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection puis transmis à l'Inspection par courriel du 11 septembre 2025, la facture (31 mai 2025) correspondant à l'achat des éléments permettant de remplacer les dispositifs défectueux. Ces remplacements ont été effectués en régie et ont été notés sur le rapport de contrôle transmis à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Connaissance des produits - étiquetage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 3.3.</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué n'avoir qu'un fournisseur pour les bouteilles de chlore et a présenté la fiche de données de sécurité (FDS) en séance. Ce document a également été transmis à l'Inspection par courriel du 11 septembre 2025. Les 4 pictogrammes d'étiquetage mentionnés dans la FDS correspondent à ceux de la classification et de l'étiquetage harmonisés au niveau européen.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur la porte de l'armoire technique, un des 4 pictogrammes de l'affiche ne correspond pas à la FDS (corrosif au lieu de gaz sous pression), • sur les bouteilles, pour ce qui concerne la réglementation CLP, seul le pictogramme « gaz sous pression » apparaît. Il est à noter que les bouteilles font apparaître également des pictogrammes relatifs à l'ADR (transport). Cet étiquetage complémentaire et à maintenir n'entre pas dans le champ ICPE et n'a donc pas été vérifié. <p>Au regard de ce qui précède, l'exploitant est invité, dans un délai de 3 mois, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faire correspondre les pictogrammes de l'affiche présente sur la porte de l'armoire technique avec les pictogrammes de la FDS, • à compléter/revoir ou à faire compléter/revoir en se rapprochant de son fournisseur, le pictogramme « gaz sous pression » au regard des pictogrammes mentionnés dans la FDS et en tenant compte de l'article 26 du règlement CLP (mention du pictogramme de danger le plus grave par classe de danger), en maintenant l'étiquetage ADR. <p>Les justificatifs de ces corrections sont transmis à l'Inspection sous le même délai.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.</p> <p>Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire.</p> <p>Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - le maintien, dans le local, de la quantité de chlore nécessaire au fonctionnement de l'installation ; - lorsque l'installation dispose d'un système de neutralisation, la vérification de la quantité de produit nécessaire à la neutralisation en cas de fuite et de sa qualité ; - les conditions de conservation et de stockage des produits ; - la fréquence de contrôle de l'étanchéité et des fixations des réservoirs. <p>Avant le début de toute intervention sur les récipients de chlore, l'opérateur nommément désigné par l'exploitant contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence et l'opérabilité des appareils de protection respiratoire spécifique au chlore ; - la disponibilité de moyens de communication et d'alerte des services de secours. <p>L'absence de fuite de chlore est vérifiée après toute intervention sur les récipients de chlore et à la suite de l'ouverture des robinets de ces récipients de chlore ou de leur remise en service.</p> <p>Pour les installations classées localisées au sein d'un établissement recevant du public, toutes les opérations de branchement et débranchement sont effectuées en dehors des horaires d'ouverture au public sauf en cas d'urgence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a indiqué notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les manipulations des bouteilles se font toujours par 2 des 3 opérateurs, le service étant organisé pour cela (période de congés notamment), • chacun des trois opérateurs susceptibles d'intervenir a reçu en décembre 2020 une formation dispensée par le fournisseur et lors de laquelle un fascicule a été remis aux participants ; les opérateurs s'appuient sur ce document et des consignes en sont extraites (traitement des fuites) ; les attestations de formation ont été présentées à l'Inspection en séance ; • avant chaque manipulation, chaque opérateur s'équipe de son EPI (masque à cartouche) dont il vérifie l'étanchéité, et dispose d'un moyen d'appel (téléphone portable ou talkie walkie),

- après chaque intervention, l'absence de fuite est vérifiée (cf. partie confidentielle),
- la mise en service de chaque bouteille est notée,
- un état des stocks est réalisé de manière hebdomadaire,
- les branchements/débranchements de bouteilles sont réalisés tôt le matin avant l'ouverture au public ou le vendredi matin quand le centre aquatique est fermé,
- l'installation ne dispose pas de système de neutralisation.

La visite des installations a permis de constater les points suivants :

- les portes de l'armoire technique sont fermées à clé,
- ces portes présentent des affichages d'alerte et d'informations (indication « Dépôt de chlore », pictogrammes (cf point de contrôle N°4), numéros d'urgence, interdiction de fumer, port du masque obligatoire, principales consignes telles que le port du masque, l'intervention à 2 agents...),
- sur l'intérieur d'une des portes sont affichées les dates des différentes interventions et la FDS.

Au regard de ce qui précède, **si l'exploitant met en œuvre bon nombre de mesures d'exploitation et de sécurité, il convient toutefois, dans un délai de 3 mois, de rédiger et transmettre à l'Inspection les consignes d'exploitation tenant compte des pratiques actuelles et en les complétant afin qu'elles répondent de manière exhaustive aux dispositions précitées.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.2. 1^{er} alinéa

Thème(s) : Produits chimiques, /

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, [...], sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente des opérateurs autorisés. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Les opérateurs sont formés à l'emploi de ces matériels.

Constats :

Chacun des trois opérateurs dispose de son propre masque à cartouche. Lors de la visite, il a été constaté que :

- chaque EPI disposait de son propre emplacement,
- ces EPI étaient facilement accessibles,
- ils étaient en bon état apparent,
- la date de péremption de la cartouche n'était pas dépassée ; l'exploitant a précisé que toute nouvelle cartouche ouverte était changée de manière systématique tous les 6 mois.

Enfin, la formation dispensée par le fournisseur en 2020 (cf. point de contrôle N°5) prévoyait un temps sur le thème « utiliser et entretenir les équipements adaptés ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent. [...] Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection. Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un détecteur est disposé dans l'armoire technique. Il déclenche une alarme sonore et visuelle dans l'atelier technique. Cette alarme n'est pas retransmise, point sur lequel l'exploitant a indiqué être en réflexion.</p> <p>Il est à noter que le détecteur dispose de 2 seuils (pré-alerte à 1 ppm avec alarmes sonore et visuelle jaune puis alerte à 4 ppm, ce qui plus contraignant que les dispositions précitées, avec alarmes sonore et visuelle rouge).</p> <p>Le détecteur est testé par les opérateurs tous les 6 à 10 mois (cf. annexe confidentielle) ou de manière plus rapprochée au besoin et le remplacement de la cellule de détection est réalisé tous les 12 à 18 mois.</p> <p>En cas de déclenchement, l'exploitant s'appuie sur la procédure « traitement de fuite » présente dans le fascicule fourni lors de la formation de décembre 2020 (cf. point de contrôle N°5).</p> <p>Au regard de ce qui précède, l'exploitant est invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place dans un délai de 2 mois la retransmission de l'alarme en salle de contrôle ou dispositif équivalent et de justifier cette action à l'Inspection sous le même délai, • rédiger et transmettre à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, la consigne décrivant les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection, en les adaptant au site et à son fonctionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois (retransmission de l'alarme), 3 mois (consigne)

N° 8 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I – point 4.9. - 1 ^{er} et 3 ^{ème} alinéas
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Le local est uniquement destiné au stockage de chlore. [...] La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.
Constats : Les bouteilles de chlore sont stockées dans une armoire technique. Lors de la visite, les bouteilles indiquaient une capacité unitaire de 49 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traitement des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe 1 - point 4.10 2 ^{ème} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose a minima d'une cloche de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient. [...]
Constats : L'exploitant dispose, dans l'atelier éloigné de l'armoire technique, d'une mallette contenant 2 cloches, ses accessoires et une notice d'utilisation. Le contenu de cette mallette a été présenté le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite